

COMMISSION NATIONALE
D'ORIENTATION ET D'INTEGRATION
Case 37 - 1 place Joffre – 75700 Paris SP 07

FICHE DESCRIPTIVE D'EMPLOI N° 10

Administration d'accueil : Conseil d'Etat	Catégorie : A+
Corps : Corps des membres du Conseil d'Etat	Indice sommital du corps : IM HEG
Grade ou classe : Auditeur de 1 ^{ère} classe ou Maître des requêtes	Indice maximum de recrutement : IM 1124

SPECIALITE(S) RECHERCHEE(S) :

Le Conseil d'Etat recherche un praticien du droit public et administratif avec une réelle et solide expérience professionnelle dans le domaine du contentieux administratif et une pratique éprouvée de la rédaction des textes normatifs sont indispensables.

Critères de sélection / Compétences recherchées :

Les candidats devront faire preuve des principales qualités requises d'un membre du Conseil d'Etat :

- une grande puissance de travail pour analyser des questions juridiques, économiques et administratives complexes ;
- un esprit de synthèse et de grandes qualités rédactionnelles pour cerner les principales questions et présenter les différentes options possibles ;
- un goût prononcé pour le débat collégial et la prise de décision ;
- de la curiosité et une grande ouverture d'esprit ;
- la capacité à se projeter dans des environnements professionnels très différents ;
- le respect des valeurs d'impartialité et des exigences déontologiques.

Les candidats présélectionnés sur dossier seront auditionnés individuellement par un comité composé de membres du Conseil d'Etat.

Formation et stages :

- Date : mi-octobre 2021.
- Durée : une formation à la prise de poste est prévue durant les tout premiers mois ainsi qu'au moment de l'arrivée en section administrative.
- Lieu : Conseil d'Etat.

Affectation :

- Durée moyenne d'affectation souhaitée dans le poste offert : /.
- Aucune mutation ne peut être demandée durant le détachement.

Il est précisé qu'aucune exigence sur le lieu géographique ne pourra être émise par le candidat.

Dates de :

- **Mise à disposition** : 15 octobre 2021
- **Détachement** : 15 décembre 2021 (réglementairement 2 mois après la MAD)

Observations particulières (Diplôme à détenir, pièces à fournir obligatoirement...) :

Le dossier de candidature devra notamment comporter une lettre de motivation ainsi que la **copie des principaux diplômes**.

DESCRIPTIF DE L'EMPLOI ou DES MISSIONS :

A son arrivée, l'auditeur ou le maître des requêtes exerce les fonctions de juge/rapporteur au sein de l'une des dix chambres de la section du contentieux : instruction des requêtes, rédaction d'une note d'analyse et d'un projet de décision, participation aux séances d'instruction et de jugement. Au bout de deux ans, il est également affecté comme rapporteur dans une section administrative en vue d'examiner les projets de textes soumis au Conseil d'Etat.

a) Fonctions juridictionnelles :

- instruction des requêtes et pourvois introduits devant le Conseil d'Etat ;
- rédaction d'une note d'analyse du dossier et d'un projet de décision ;
- participation aux séances d'instruction et de jugement avec voix délibérative.

b) Fonctions administratives.

- examen des projets de loi, d'ordonnance et des principaux décrets, ainsi que des demandes d'avis du Gouvernement ou du Parlement ;
- identification des difficultés juridiques et pratiques des textes soumis au Conseil d'Etat et proposition d'un texte modifié ;
- participation aux séances de section administrative et, pour les textes les plus importants, d'assemblée générale, au cours desquels le Conseil d'Etat adopte l'avis qui sera transmis au Gouvernement ou au Parlement.

Le Conseil d'Etat offre, à chaque étape de la carrière, la possibilité d'occuper des fonctions spécifiques.

Les auditeurs ou jeunes maîtres des requêtes peuvent ainsi être nommés dans les fonctions de responsable du centre de recherches et de diffusion juridiques, chargé de l'analyse et de la diffusion de la jurisprudence. Ils ont alors la possibilité d'enrichir leur connaissance du cœur de métier de l'institution tout en exerçant des fonctions d'encadrement et de direction. Ils peuvent également être nommés rapporteur général adjoint à la section du rapport et des études.

La section du contentieux offre de réels parcours de carrière. Au-delà des fonctions de rapporteur, les membres du Conseil d'Etat peuvent ainsi occuper les fonctions de rapporteur public qui expose lors des audiences publiques devant les formations de jugement et les parties leur proposition de solution au litige. La section du contentieux compte également des assesseurs. Conseillers d'Etat en fonction au sein des dix chambres du contentieux, ils révisent les analyses effectuées par les rapporteurs. La carrière peut encore progresser à travers les fonctions de président de chambre, puis de président adjoint de la section du contentieux, chargé d'harmoniser, sous le contrôle du président de la section du contentieux, la jurisprudence des différentes chambres et, enfin, de président de la section du contentieux.

En section administrative, outre le rôle de rapporteur, les membres du Conseil d'Etat peuvent devenir président adjoint de section ou président de section.

ECHELONNEMENT INDICIAIRE DU CORPS :

GRADES	ECHELONS FONCTIONNELS	INDICES BRUTS	INDICES MAJORES	OBSERVATION
Vice-président	Echelon unique	HEG		<p>L'accès aux grades de maître des requêtes et de Conseiller d'État se fait à l'ancienneté.</p> <p><u>Indice sommital du corps</u> : IM HEG</p> <p><u>Indice maximum de recrutement</u> : IM 1119</p>
Président de section	Echelon unique	HEF		
Conseiller d'État	2 ^{ème} échelon	HEE2		
	1 ^{er} échelon	HED		
Maître des requêtes	8 ^{ème} échelon	HEB bis		
	7 ^{ème} échelon	HEB		
	6 ^{ème} échelon	HEA		
	5 ^{ème} échelon	1027	830	
	4 ^{ème} échelon	977	792	
	3 ^{ème} échelon	912	743	
	2 ^{ème} échelon	862	705	
Auditeur de 1 ^{ère} classe	1 ^{er} échelon	813	667	
	4 ^{ème} échelon	813	667	
	3 ^{ème} échelon	762	628	
	2 ^{ème} échelon	716	591	
Auditeur de 2 ^{ème} classe	1 ^{er} échelon	665	555	
	7 ^{ème} échelon	762	628	
	6 ^{ème} échelon	713	591	
	5 ^{ème} échelon	665	555	
	4 ^{ème} échelon	600	505	
	3 ^{ème} échelon	542	461	
	2 ^{ème} échelon	485	420	
1 ^{er} échelon	441	388		

SITE INTERNET DU MINISTERE :

<http://www.conseil-etat.fr/>